

LES TRANSPORTEURS DE TIZI OUZOU ONT AUGMENTÉ LEURS PRIX

Les voyageurs, indignés, acceptent le fait accompli

Les transporteurs de voyageurs de la wilaya de Tizi Ouzou ont mis fin à 47 jours de grève, jeudi dernier. Surprise : les voyageurs devront payer leurs billets 50% plus cher. Les voyageurs, impuissants, semblent accepter le fait accompli.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - «Les prix ont augmenté, vérifiez les nouveaux tarifs sur la liste», ne cesse de répéter un receveur de bus de la ligne Tizi Ouzou-Alger. Ce dernier interpelle chacun des voyageurs qui s'apprêtait à monter dans le bus.

Il montre du doigt une note placardée à l'intérieur du bus affichant les nouveaux tarifs de voyage vers les wilayas de Tizi Ouzou et Boumerdès. Les transporteurs de voyageurs de la wilaya de Tizi Ouzou ont décidé jeudi de mettre fin à leur mouvement de grève. Les voyageurs n'ont pas savouré longtemps leur joie. Cette reprise, désormais,

intervient avec une augmentation de 50% des tickets de voyage.

Ainsi la ligne Alger-Tizi coûte 180 DA au lieu de 120 DA, de Tizi Ouzou vers les Issers, dans la wilaya de Boumerdès, le voyageur payera 80 DA et des Issers vers Alger, 100 DA. Ce n'était pas le rush, hier, au niveau des quais des bus, à la gare routière du Caroubier, à destination de la wilaya de Tizi Ouzou.

Les voyageurs ont-ils décidé de boudier les bus après ces nouvelles augmentations ? Selon les transporteurs, cette nouvelle n'a eu aucun effet. C'est plutôt la période, diront-ils. «Nous avons l'habitude de voir moins de voyageurs au mois de Ramadan», expliquent-ils.

Aucune crainte donc du côté des transporteurs, les voyageurs prendront bel et bien les bus en dépit du prix qu'ils vont devoir déboursier dorénavant.

Du côté des voyageurs, si ces augmentations ne sont pas à leur goût, ils restent, cependant, impuissants. «Je viens de l'apprendre ce matin en lisant le jour-

nal. Que fait l'Etat ? Pourquoi il n'intervient pas, on les a obligés à changer de gare, pourquoi on ne les oblige pas à maintenir les mêmes prix ?» s'interroge un voyageur qui qualifie la situation d'«anarchique». Samira, qui pressait le pas pour prendre le bus, dira qu'elle n'est pas au courant de ces augmentations.

Cependant, certes, elle trouve la hausse exagérée, elle se sent impuissante. «Qu'est-ce que vous voulez ! Ils font ce qu'ils veulent, à croire qu'aucune loi ne gère ce pays», s'indigne-t-elle. «C'est cher, pourquoi est-ce aux voyageurs de payer les dégâts de leur débrayage ? Mais que pouvons-nous faire ? Ce sont eux qui dictent la loi», tonne Billel de son côté. Les voyageurs, peu nombreux en cette matinée de vendredi, sont indignés, mais contraints.

Par ailleurs, l'Association de protection des consommateurs (ADPC) d'Azazga, dans la wilaya de Tizi Ouzou, qui dénonce cette augmentation, compte saisir la Direction du commerce. Une pre-

mière étape, apprend-on, avant d'entamer une action en justice.

Les tarifs laissés à l'appréciation des transporteurs

Selon le SG de l'Union nationale des transporteurs, M. Benkahla, les transporteurs privés sont libres de fixer les prix des tickets de voyage. «Les prix ne sont pas plafonnés, c'est la loi de la

concurrence», dit-il. Il dira que selon l'ordonnance 95/06 relative à la concurrence, les prix sont plafonnés uniquement pour les destinations de moins de 30 km, au-delà, ils sont laissés à l'appréciation du transporteur. M. Benkahla estime, toutefois, que ces augmentations sont «exagérées». L'Union compte intervenir dès demain pour «raisonner les transporteurs».

S. A.**L'ORGANISATION NATIONALE DES TRANSPORTEURS ALGÉRIENS (ONTA) RÉAGIT : «L'augmentation des prix est légale»**

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) qualifie l'augmentation des prix effectuée par les transporteurs de la wilaya de Tizi Ouzou de «légale et légitime».

L'organisation appuie ses propos en citant la loi 13/01 de 2001 relative au transport urbain dans ses articles 12, 07, 18,67 et l'ordonnance 95/06 datant de janvier 1995 relative à la concurrence dans ses articles 04,05 et 10 ainsi que le décret exécutif 39/96 de janvier 1996 qui autorise les transporteurs à fixer les prix du transport public des voyageurs pour les destinations dépassant les 30 km.

L'ONTA, qui soutient la décision des transporteurs, rappelle dans un communiqué que «les prix du transport sont concurrentiels et libres, les transporteurs ont le droit de décider du réaménagement des prix sans consulter les autorités, ils doivent, cependant, annoncer les nouveaux tarifs aux voyageurs».

S. A.**EN DÉPIT D'UNE INSTRUCTION MINISTÉRIELLE**

Tous les dentistes ne sont pas équipés d'autoclave

L'instruction ministérielle faisant obligation aux chirurgiens dentistes de s'équiper en autoclaves datant de plus d'une année, les concernés ne s'y sont pas tous conformés. Des cabinets dentaires continuent de fonctionner sans le matériel nécessaire à une bonne stérilisation.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) -L'obligation faite aux dentistes de s'équiper en autoclaves avait suscité une vive réaction de la part des concernés qui trouvaient que le délai de 20 jours accordé par la tutelle n'était pas «raisonnable».

Plus d'une année plus tard, force est de constater que l'autoclave en question n'est toujours pas systématiquement utilisé par les dentistes. Pourquoi ? En avril dernier, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle mesure, le Conseil de l'ordre des chirurgiens évoquait non seulement des problèmes liés au financement mais également à la disponibilité des autoclaves.

Son président plaidait pour la mise en place d'un dispositif de financement du matériel exigé mais pas seulement. Il expliquait que le marché local n'était pas en mesure de répondre à une grande demande en un laps de temps aussi court sans compter la question de la conformité du matériel.

C'est pour ces raisons que le représentant des chirurgiens réclamait l'allongement des délais pour permettre aux chirurgiens de s'équiper. Une année plus tard, tous n'ont pas jugé utile de se plier aux recommandations de leur tutelle. La raison ? L'absence quasi totale de contrôle est à l'origine de cette situation qui n'est pas propre aux chirurgiens installés à titre privé. Les cabinets dentaires dans les cliniques publiques ne sont pas en reste. Et pourtant, les risques de contamination liés à une mauvaise stérilisation sont connus de tous. Les chirurgiens dentistes sont souvent pointés du doigt.

L'association SOS hépatites est formelle : sur les 500 000 personnes atteintes d'hépatite, 70% sont contaminées au niveau des cabinets de chirurgie dentaire. Des chiffres que récuse le représentant de la corporation qui estime que les risques de contamination sont les mêmes aussi bien chez le dentiste que lors d'opérations chirurgicales ou au cours du passage chez un coiffeur. Une étude réalisée par l'Institut national de santé publique (INSP), sur «les

connaissances, attitudes et pratiques des personnels de santé exerçant au cabinet dentaire vis-à-vis du risque de contamination professionnelle» est pourtant sans appel.

Se basant sur un échantillon de 905 chirurgiens dentistes, répartis sur le territoire national, les enquêteurs ont conclu que «dans un tiers des cas, l'état général du cabinet est médiocre et désorganisé». Le matériel à lui seul n'est pas une garantie.

TRIBUNAL DE BIR MOURAD RAÏS

Procès, ce matin, d'un réseau de trafic d'héroïne

C'est aujourd'hui que le tribunal pénal de Bir Mourad Raïs examinera l'affaire dans laquelle sont impliqués deux jeunes, dont les pères occupaient, dans un passé récent, d'importantes fonctions au sein de l'Etat. Il s'agit du procès où sont poursuivies sept personnes, dont des ressortissants africains, pour consommation et trafic de drogue.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Prévu au début du mois en cours, le procès a été reporté sous quinzaine sur demande des avocats de la défense. Les mis en cause actuellement en détention préventive ont été interpellés en janvier dernier et déferés devant le magistrat, qui avait décidé de les mettre sous mandat de dépôt.

Ainsi, tout a commencé le 25 décembre dernier, lorsque les services de police sont informés d'une opération de vente d'héroïne à Hydra. Une souricière avait permis l'arrestation des jeunes Sid-Ahmed et Réda, à bord d'une Golf, où sept capsules d'héroïne ont été récupérées. L'interrogatoire avait permis de remonter la filière.

Les capsules, auraient-ils révélé, sont achetées pour la

somme de 3 000 DA l'unité auprès d'un certain Mahdi, dit «D' Boch», qui, lui, s'approvisionne chez un Malien du nom de Abdou, résidant à Bordj El Kiffan.

Les recherches n'ont pas tardé à aboutir à l'arrestation de Mahdi en compagnie du fils d'un ex-haut officier supérieur de l'ANP, à bord d'une Peugeot 207, appartenant à ce dernier. Après la fouille du véhicule, sept capsules d'héroïne et une autre contenant du crack y auraient été découvertes. Mahdi aurait affirmé que la marchandise lui a été vendue par H. B., fils d'un ex-ministre et occupant des responsabilités politiques dans l'ex-parti unique, qui, lui, déclare l'avoir obtenue auprès d'un ressortissant nigérian résidant à Ouled Fayet, dit Hassan, qui

semble être le dealer. Arrêté, il aurait reconnu avoir vendu de la drogue aux fils des deux ex-hauts responsables pour 3 000 DA la capsule, qu'ils revendaient à leur tour à raison de 3 500 DA l'unité.

Déférés devant le magistrat relevant de la juridiction compétente en date du 2 janvier 2011, en l'occurrence le tribunal de Bir Mourad Raïs, ils ont été placés sous mandat de dépôt, «pour importation, commercialisation, vente et consommation de drogue et de psychotropes». Au mois d'avril dernier, les avocats de la défense avaient introduit des demandes de mise en liberté provisoire, mais la chambre d'accusation les a rejetées. Après la confrontation des sept prévenus, le 3 mai dernier, le dossier a été renvoyé la semaine écoulée vers la chambre d'accusation pour la qualification des faits.

Une source judiciaire avait révélé que la quantité saisie est jugée considérable, entre autres, 40 capsules d'héroïne et de cocaïne. Selon les mêmes sources, le cerveau principal de

La formation continue des dentistes et des assistantes médicales est la condition sine qua non pour mettre à l'abri corps médical et patients sans oublier le traitement des déchets qui continue de poser problème.

Les dentistes sont souvent réduits à jeter les déchets de leurs cabinets avec les déchets ménagers. Une situation souvent dénoncée par les dentistes.

N. I.

cette affaire est un ressortissant nigérian.

La cocaïne dont un gramme se négocierait entre 8 000 et 12 000 dinars (entre 80 et 120 euros) a fait son apparition dans les milieux de la jet-set algéroise au cours des cinq dernières années.

Drogue des riches, consommée dans certaines boîtes de nuit de la capitale ou dans les fêtes privées, elle circule en Algérie grâce aux ressortissants subsahariens, notamment nigériens. Abdelmakel Sayeh, procureur général d'Alger, aujourd'hui à la tête de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, pointait récemment du doigt l'existence de cette filière africaine.

«La filière africaine pose problème pour l'Algérie. Je sais que c'est politique, mais je le dis», a-t-il déclaré le 26 décembre dernier. M. Sayeh affirmait que la cocaïne est de plus en plus en vogue et certains consommateurs «sont des enfants de responsables d'Etat».

A. B.